

Art. 3. Dit besluit treedt in werking bij zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De minister bevoegd voor het onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 september 2022.

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET
De minister van Onderwijs,
C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/42233]

15 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant divers arrêtés relatifs aux établissements scientifiques de la Communauté française et au Musée royal de Mariemont

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 établissant le Règlement organique du Musée royal de Mariemont ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le Règlement d'ordre intérieur du Musée royal de Mariemont ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004 relatif à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable du Musée royal de Mariemont en tant qu'établissement à gestion séparée ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 décembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022 ;

Vu le « test genre » du 25 mars 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole n^o557 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 30 juin 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 19 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération

Arrête :

CHAPITRE I. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française*

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française est complété par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « Fonctionnaire général », le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale ou l'Administration générale à laquelle l'établissement scientifique est rattaché. ».

Art. 2. À l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « personnel scientifique dirigeant » sont remplacés par les mots « personnel dirigeant » et les mots « Directeur et un Directeur scientifique » sont remplacés par les mots « Directeur scientifique et un Directeur adjoint » ;

2^o à l'alinéa 3, les mots « Directeur adjoint et le » sont insérés entre le mot « Le » et le mot « personnel » ;

3^o à l'alinéa 4, les mots « Directeur et le Directeur scientifique » sont remplacés par les mots « Directeur scientifique et le Directeur adjoint ».

Art. 3. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 6. – § 1^{er}. Le Directeur scientifique assure la direction de l'établissement. A ce titre, il assume, sous l'autorité du fonctionnaire général, la gestion globale de l'établissement. Il coordonne les missions de service public liées aux activités de l'établissement.

Il assume également, sous l'autorité du fonctionnaire général, la direction scientifique de l'établissement. Il coordonne les activités de recherche, le volet scientifique des missions de service public liées à ces activités ainsi que le volet scientifique des activités de préservation et de diffusion.

§ 2. Le Directeur adjoint assure, sous l'autorité du Directeur scientifique, la gestion des ressources de l'établissement et supervise l'organisation du travail des services fonctionnels en charge de ces ressources.

§ 3. Cet article s'applique dans le respect de l'article 2 de la loi du 16 juillet 1973 organisant la protection des tendances idéologiques et philosophiques. ».

Art. 4. À l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « Le Directeur et le Directeur scientifique siègent » sont remplacés par les mots « Le Directeur scientifique siège » ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La présidence du Conseil est assurée par le Directeur scientifique. Un vice-président peut être désigné parmi les personnalités scientifiques externes à l'établissement. Le Président désigne au sein du Conseil un secrétaire parmi les membres du personnel de l'établissement. » ;

3° au paragraphe 3, les mots « personnel scientifique dirigeant de l'établissement » sont remplacés par les mots « Directeur scientifique » ;

4° au paragraphe 4, alinéa 3, les mots « et la présidence est assumée par le Directeur de l'établissement » sont abrogés ;

5° le paragraphe 4, alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« En cas d'absence du Directeur scientifique, la présidence du Conseil scientifique est assurée par un membre du personnel scientifique de l'établissement désigné à cet effet par le fonctionnaire général. ».

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 8. - § 1^{er}. Le Conseil d'établissement est composé du personnel dirigeant et des membres du personnel en charge des services fonctionnels de l'établissement. Leur mandat est permanent.

§ 2. La Présidence du Conseil est assumée par le Directeur scientifique et la Vice-présidence par le Directeur adjoint.

§ 3. Le Conseil suit le développement de l'établissement, veille à son fonctionnement, élabore ses programmes d'activités et examine la répartition des ressources nécessaires.

En cas de désaccord entre les membres, les décisions sont prises par le Président ou, en son absence, par le Vice-Président. ».

Art. 6. À l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « des articles 14 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1998, relatif au financement du Fonds National de la Recherche scientifique, au renforcement du potentiel scientifique universitaire et au financement de programmes de recherche fondamentale collective » sont remplacés par les mots « du Chapitre II du décret du 17 juillet relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « le Directeur d'établissement » sont remplacés par les mots « Le Directeur scientifique » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « avec le directeur scientifique de l'établissement » sont remplacés par les mots « avec le Directeur adjoint » ;

4° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 7. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française*

Art. 8. À l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, 2°, les mots « l'Administration générale ou » sont insérés entre le mot « dirigeant » et les mots « la Direction générale » ;

2° au paragraphe 2, les mots « du Directeur » sont remplacés par les mots « du fonctionnaire général ».

Art. 9. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante : « L'avis prend en considération, pour l'évaluation des publications des chercheurs et sous peine de nullité, la liste générée à partir de l'archive numérique institutionnelle de l'agent intéressé, conformément à l'article 7 du décret du 3 mai 2018 visant à l'établissement d'une politique de libre accès aux publications scientifiques (open access). » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « d'une dissertation » sont remplacés par les mots « d'une thèse de doctorat ».

Art. 10. À l'article 11, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier tiret, les mots « l'Administration générale ou » sont insérés entre le mot « dirigeant » et les mots « la Direction générale » ;

2° le deuxième tiret est remplacé par ce qui suit : « Le Président du Conseil d'appel désigne un greffier-rapporteur parmi les membres du personnel de l'Administration générale de la Culture qui ne sont pas membres du personnel de l'établissement scientifique. ».

Art. 11. A l'article 13 du même arrêté, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Le jury prend en considération, pour l'évaluation des publications des chercheurs et sous peine de nullité, la liste générée à partir de l'archive numérique institutionnelle de l'agent intéressé, conformément à l'article 7 du décret du 3 mai 2018 visant à l'établissement d'une politique de libre accès aux publications scientifiques (open access). ».

Art. 12. A l'article 14 du même arrêté, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Le jury prend en considération, pour l'évaluation des publications des chercheurs et sous peine de nullité, la liste générée à partir de l'archive numérique institutionnelle de l'agent intéressé, conformément à l'article 7 du décret du 3 mai 2018 visant à l'établissement d'une politique de libre accès aux publications scientifiques (open access). ».

Art. 13. Le Chapitre III du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — *Fonctions dirigeantes*

Section 1^{re}. — Hiérarchie

Article 17. - Les fonctions dirigeantes dans un établissement scientifique comportent celles de Directeur scientifique et de Directeur adjoint.

L'établissement scientifique est dirigé par le Directeur scientifique.

Sous l'autorité du Directeur scientifique, le Directeur adjoint dispose d'une autorité hiérarchique sur le personnel non scientifique de l'établissement.

Section 2. — De la fonction de Directeur scientifique

Article 18. - La fonction de Directeur scientifique est conférée par nomination.

Pour être nommé à la fonction de Directeur scientifique, le candidat qui est membre du personnel scientifique de l'un des établissements visés à l'article premier doit :

1° être porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une thèse de doctorat, ou du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur ou de docteur spécial, ou avoir apporté devant le jury la justification visée à l'article 14, 1°;

2° réunir les aptitudes scientifiques spéciales déterminées par le Conseil préalablement à l'avis visé par l'article 19, alinéa 1^{er};

3° avoir atteint au moins le rang B de la carrière scientifique.

Pour être nommé à la fonction de Directeur scientifique, le candidat qui n'est pas membre du personnel scientifique de l'un des établissements visés à l'article premier doit :

1° être porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une thèse de doctorat, ou du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur ou de docteur spécial, dans l'une des disciplines de l'établissement;

2° réunir les aptitudes scientifiques spéciales déterminées par le Conseil préalablement à l'avis visé par l'article 19, alinéa 1^{er};

3° remplir les conditions déterminées par l'article 6, alinéa 2, les conditions de diplômes et d'aptitudes exceptées;

4° faire preuve d'une ancienneté scientifique au sens de l'article 4 jugée suffisante pour la fonction par le Conseil d'une durée appréciée par ce même Conseil d'au moins douze ans en prestations complètes, dont six ans à dater du diplôme visé au 1°.

Article 19. - Toute vacance d'emploi à la fonction de Directeur scientifique fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge*.

Celui-ci contient les indications mentionnées aux articles 7 et 18. Il est arrêté par le Ministre compétent sur proposition motivée du Conseil scientifique.

La vacance d'emploi sera notifiée au personnel scientifique par le fonctionnaire général.

Les candidatures doivent être introduites auprès du fonctionnaire général, dans les trente jours de la date de la publication ou de la notification de la vacance d'emploi.

Article 20. - Les candidatures sont soumises à l'avis du Jury de recrutement. Celui-ci établit un rapport circonstancié dont les conclusions sont portées à la connaissance de chaque candidat.

Le rapport circonstancié comprend :

1° le classement des candidats selon leurs titres, leurs mérites scientifiques et leur aptitude à diriger et à organiser;

2° la justification du classement de chaque candidat;

3° le rapport concernant le vote et la justification des opinions minoritaires.

Tout candidat a dix jours à partir de la réception des conclusions du rapport pour communiquer ses observations écrites au Président du Jury de recrutement.

Il est, à sa demande, entendu par le Jury de recrutement.

Article 21. - Le Jury de recrutement établit un rapport circonstancié définitif. Ce rapport, qui comprend le rapport initial visé par l'article 20 et la justification des modifications apportées à ce rapport initial, ainsi que les observations écrites faites par les candidats ou le procès-verbal de leur audition sont transmis au fonctionnaire général en vue des propositions de nomination que celui-ci soumet à l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination.

Section 2. — De la fonction de Directeur adjoint

Article 22. - La Fonction de Directeur adjoint est pourvue par promotion par avancement de grade au grade d'encadrement de rang 12, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

Dans le cas où la procédure de promotion par avancement de grade ne permet pas de pourvoir à cette fonction, le Directeur adjoint est engagé par contrat de travail conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII, à l'exception de l'article 5.

Au sens du présent arrêté, par « service fonctionnel » tel que visé à l'article 7, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 précité, dont sont issus les membres de la commission de sélection, il y a lieu d'entendre l'Administration générale ou la Direction générale à laquelle l'établissement scientifique est rattaché et l'établissement scientifique concerné ainsi que les organes visés par le présent arrêté.

Article 23. - Pour être promu ou engagé à la fonction de Directeur adjoint, le candidat qui est membre de l'un des établissements scientifiques visés à l'article premier doit :

1° être porteur d'un diplôme universitaire relatif à la gestion (Licence ou Master en Sciences économiques, Grade d'ingénieur de gestion ou Master en sciences de gestion, ou Diplôme de 3^e cycle en Gestion), ou avoir apporté devant la commission de sélection la preuve d'une expérience valable dans ce domaine ;

2° avoir été engagé depuis au moins un an dans une fonction de rang 10 à finalité de gestion au sein de l'établissement ;

3° faire preuve d'une expérience utile d'au moins 3 ans dans la gestion d'une institution relevant du même secteur d'activités que celles de l'établissement scientifique pour lequel il postule.

Pour être promu ou engagé à la fonction de Directeur adjoint, le candidat qui n'est pas membre de l'un des établissements scientifiques visés à l'article premier doit :

1° être porteur d'un diplôme universitaire relatif à la gestion (Licence ou Master en Sciences économiques, Grade d'ingénieur de gestion ou Master en sciences de gestion, ou Diplôme de 3e cycle en Gestion), ou avoir apporté devant la commission de sélection la preuve d'une expérience valable dans ce domaine ;

2° démontrer une connaissance du secteur d'activités de l'établissement scientifique pour lequel il postule ;

3° faire preuve d'une expérience utile d'au moins 3 ans dans la gestion administrative et financière d'une institution active dans le domaine culturel ou scientifique. ».

Art. 14. À l'article 27, 3°, du même arrêté, les mots « Directeur de l'établissement » sont remplacés par les mots « Directeur scientifique de l'établissement ».

Art. 15. Dans l'article 29 du même arrêté, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur scientifique ».

CHAPITRE III. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française*

Art. 16. L'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« Article 17. – L'échelle de chaque fonction dirigeante est fixée comme suit :

- Directeur scientifique: 34.561,55 – 8 triennales de 2.452,35

- Directeur adjoint : échelle 120/1 telle que visée à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 établissant le Règlement organique du Musée royal de Mariemont*

Art. 17. À l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 établissant le Règlement organique du Musée royal de Mariemont, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « la Direction générale » sont remplacés par les mots « l'Administration générale » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « et par « Administrateur général » le fonctionnaire dirigeant l'Administration générale de la Culture du Ministère de la Communauté française » sont insérés après le mot « attributions ».

Art. 18. L'article 5 du même arrêté remplacé par ce qui suit :

« Article 5. – Le Directeur scientifique dirige, sous l'autorité l'Administrateur général le Musée royal de Mariemont. Il assure l'exécution des arrêtés et règlements ainsi que des décisions du Ministre. Il correspond avec les autorités publiques et les autres établissements scientifiques et culturels, par la voie de l'Administrateur général et représente le Musée en Belgique et à l'étranger. ».

Art. 19. Dans le même arrêté sont insérés les articles 5/1 à 5/3 rédigés comme suit :

« **Article 5/1.** – Dans l'exercice de sa fonction, le Directeur adjoint est chargé notamment de :

1° veiller au respect des dispositions légales qui régissent le fonctionnement du Musée ;

2° formaliser et mettre en œuvre les procédures administratives, juridiques et budgétaires nécessaires à l'organisation du Musée ;

3° gérer les ressources humaines et financières du Musée, ainsi que les infrastructures, les installations et le matériel technique du Musée ;

4° superviser l'organisation de la surveillance et la sécurité.

Article 5/2. – Le Directeur scientifique et le Directeur adjoint veillent, en tout temps, à se concerter afin de garantir un échange permanent d'informations et le bon fonctionnement du Musée.

Article 5/3. – § 1^{er}. Tous les cinq ans, un plan stratégique du Musée, ci-après appelé plan quinquennal, est établi par le Directeur scientifique, après consultation du Conseil scientifique.

Le plan quinquennal est soumis à l'approbation du Ministre et au regard du Ministre ayant la Recherche scientifique dans ses attributions.

Il contient au moins les éléments suivants :

1° les objectifs institutionnels du Musée ;

2° le positionnement du Musée dans le paysage culturel, scientifique et touristique ;

3° la politique de communication et de promotion du Musée ;

4° les axes d'accroissement, de préservation et de valorisation des collections du Musée ;

5° les axes de recherche, de diffusion et de valorisation des résultats scientifiques du Musée ;

6° la nature et l'impact des activités de la programmation pluriannuelle du Musée ;

7° les axes en matière d'éducation culturelle et artistique ;

8° les axes en matière d'accueil, de sensibilisation et de médiation des publics du Musée.

Le Directeur scientifique applique et assure la mise en œuvre du plan quinquennal.

§ 2. Dans le courant de la troisième année de mise en œuvre du plan quinquennal, et en tous cas avant le 31 décembre, le Directeur scientifique établit un rapport informant l'Administrateur général de l'état d'avancement des programmes d'activités du Musée et des objectifs fixés.

Dans le courant de sa dernière année de mise en œuvre, le plan quinquennal est évalué par l'Administrateur général sur base d'un rapport final établi par le Directeur scientifique et de l'avis requis du Conseil scientifique.

§ 3. Sous l'autorité du Directeur scientifique, le Directeur adjoint applique, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les procédures administratives, juridiques et budgétaires nécessaires à la mise en œuvre du plan stratégique quinquennal. ».

Art. 20. À l'article 6 du même arrêté, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur scientifique ».

Art. 21. À l'article 7 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du Directeur général » sont remplacés par les mots « de l'Administrateur général » et les mots « en concertation avec le Directeur scientifique, et » sont abrogés ;

2° à l'alinéa 2, le mot « Il » est remplacé par les mots « Le Directeur scientifique ».

Art. 22. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Article 8.** - § 1. Le Directeur scientifique peut déléguer, en concertation avec le Directeur adjoint, les responsabilités limitées qu'il détermine à un ou plusieurs membres du personnel de l'établissement, à l'exception de celles prévues aux articles 5/3, § 1^{er}, et 7 du présent arrêté et par les règlements en vigueur.

En son absence, la direction de l'établissement est assurée par le Directeur adjoint. Pendant la durée de cette absence, le Directeur adjoint assure la gestion journalière du Musée avec les mêmes prérogatives que le Directeur scientifique.

§ 2. Le Directeur adjoint de l'établissement peut, sous l'autorité du Directeur scientifique, déléguer les responsabilités limitées qu'il détermine à un ou plusieurs membres du personnel non scientifique de l'établissement.

En son absence, les compétences visées à l'article 5/1 sont exercées par le Directeur scientifique.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement simultanée du Directeur scientifique et du Directeur adjoint, la direction de l'établissement est assurée par l'Administrateur général ou par le membre du personnel qu'il désigne à cette fin. ».

Art. 23. À l'article 9 du même arrêté, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur scientifique, en concertation avec le Directeur adjoint, ».

Art. 24. À l'article 10, deuxième phrase, du même arrêté, le mot « directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint ».

Art. 25. À l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « tant le directeur scientifique que le directeur peuvent » sont remplacés par les mots « le Directeur scientifique peut » ;

2° à l'alinéa 3, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur scientifique » ;

3° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Cette autorisation est donnée à la suite d'une requête motivée formulée par le membre du personnel scientifique concerné. Les autorisations sont données dans l'intérêt du Musée. ».

Art. 26. A l'article 12, alinéa 1^{er} in fine, du même arrêté, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur scientifique ».

Art. 27. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur scientifique » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « et sur proposition de celui-ci, le Directeur général » sont remplacés par les mots « ou du Directeur adjoint, dans le cadre de leurs compétences respectives, et sur proposition du Directeur scientifique, l'Administrateur général ».

Art. 28. A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 1°, 2° et 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° le Directeur scientifique, en qualité de président ;

2° cinq personnalités scientifiques choisies en dehors de l'établissement en raison de leur compétence dans les disciplines scientifiques dont relèvent les collections du Musée. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « double du Directeur et du Directeur scientifique ou, à leur défaut, par le Directeur général » sont remplacés par les mots « du Directeur scientifique ou, à son défaut, par l'Administrateur général » ;

3° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante « Ils sont choisis au sein des universités francophones disposant de troisièmes cycles dans les disciplines pertinentes pour le Musée, de manière à représenter l'ensemble de la communauté universitaire. ».

Art. 29. L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Article 16.** – Il est institué auprès du Musée un Conseil d'établissement composé, en application de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au Statut organique des Etablissements scientifiques de la Communauté française, des membres suivants :

1° le Directeur scientifique, en qualité de Président ;

2° le Directeur adjoint, en qualité de Vice-président ;

3° les membres du personnel responsables des services fonctionnels du Musée.

Le Président désigne en son sein un secrétaire parmi les membres du personnel non-scientifique.

Le Conseil se réunit au moins 4 fois par an sur convocation du Président, ou en son absence, du Vice-président. Il ne peut se réunir valablement que si la moitié de ses membres au moins sont présents.

Les membres du Conseil suivent l'évolution de l'établissement, veillent à son bon fonctionnement, valident les programmes d'activités et la répartition des ressources nécessaires en tenant compte de l'orientation et des objectifs définis dans le plan quinquennal visé à l'article 5/3.

Le Conseil acte les décisions prises collégialement. En cas de désaccord, la décision revient au Président ou, en son absence, au Vice-président. ».

Art. 30. L'article 18 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Article 18.** - Dans les limites des crédits alloués au Musée et de leur compétences respectives, le Directeur scientifique et le Directeur adjoint sont autorisés à ordonner des dépenses et à passer et faire exécuter des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française. Pour l'application de cet article, le Directeur scientifique et le Directeur adjoint sont respectivement assimilés à un Directeur général adjoint et à un Directeur.

En cas d'absence du Directeur scientifique d'une durée supérieure à cinq jours ouvrables, le directeur adjoint est autorisé, dans les mêmes limites, à ordonner des dépenses urgentes d'un montant maximum de 6099 euros. Il est habilité en tout temps à viser des factures d'un montant inférieur ou égal.

Délégations sont également données au Directeur scientifique et au Directeur adjoint en matière de personnel, conformément au même arrêté. ».

Art. 31. A l'article 19, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « Dans son rapport annuel, le Directeur » sont remplacés par les mots « Le rapport d'activités annuel du Musée, rédigé conjointement par le Directeur scientifique et le Directeur adjoint ».

Art. 32. L'article 21 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le Règlement d'ordre intérieur du Musée royal de Mariemont*

Art. 33. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le Règlement d'ordre intérieur du Musée royal de Mariemont, est remplacé par ce qui suit :

« **Article 1^{er}.** – § 1^{er}. Le Directeur scientifique du Musée royal de Mariemont est soumis à l'autorité du fonctionnaire général dirigeant l'Administration générale de la Culture du Ministère de la Communauté française, ci-après appelé l'Administrateur général.

Il correspond avec le Ministre compétent et avec les autres Ministres par la voie de l'Administrateur général. Toutefois, en sa qualité de conservateur du Domaine, il peut, en cas de nécessité et exceptionnellement, s'adresser directement aux Ministres ou fonctionnaires généraux dont relève la gestion des autres parties du Domaine.

§ 2. Le Directeur adjoint du Musée royal de Mariemont est soumis à l'autorité du Directeur scientifique. ».

Art. 34. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Article 2.** – Le Directeur scientifique ne peut s'absenter sans l'autorisation de l'Administrateur général. Le Directeur adjoint ne peut s'absenter sans l'autorisation du Directeur scientifique. ».

Art. 35. L'article 3 du même arrêté est abrogé.

Art. 36. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Article 4.** – Tous les membres du personnel, quel que soit leur statut, sont soumis à l'autorité du Directeur scientifique, en ce que compris le Directeur adjoint.

Le Directeur scientifique peut placer certains d'entre eux sous l'autorité du Directeur adjoint ou d'un premier gradué pour autant qu'ils aient un grade inférieur. ».

Art. 37. À l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur scientifique ».

Art. 38. À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur adjoint » ;

2° à l'alinéa 2, in fine, les mots « de la direction » sont remplacés par les mots « Directeur adjoint ».

Art. 39. À l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , en concertation avec le Directeur, » sont abrogés ;

2° à l'alinéa 2, les mots « du Directeur général » sont remplacés par les mots « de l'Administrateur général ».

Art. 40. À l'article 9 du même arrêté, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur adjoint ».

Art. 41. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Article 10.** - Les jours et heures d'ouverture du Musée au public, ainsi que le montant des droits à acquitter éventuellement à l'entrée sont fixés par le Ministre compétent ou son délégué, sur proposition du Directeur scientifique.

Le Directeur scientifique ne peut fermer le Musée sans l'autorisation de l'Administrateur général ou son délégué, sauf en cas de force majeure, notamment lorsque moins de quatre membres du personnel sont présents dans les salles et surfaces d'accueil. Dans ces cas, il informe immédiatement le Ministre de sa décision et des circonstances qui l'ont motivée. ».

Art. 42. À l'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur adjoint ».

Art. 43. À l'article 13, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur adjoint ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004 relatif à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable du Musée royal de Mariemont en tant qu'établissement à gestion séparée*

Art. 44. À l'article 1^{er} in fine de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004 relatif à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable du Musée royal de Mariemont en tant qu'établissement à gestion séparée, le mot « l'ordonnateur » est remplacé par les mots « le Directeur scientifique ».

Art. 45. À l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, sous la mention « avec voix délibérative », le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° du fonctionnaire dirigeant l'Administration générale de la Culture du Ministère de la Communauté française ; » ;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : « § 3. La présidence est assurée par le fonctionnaire dirigeant l'Administration générale de la Culture et la vice-présidence par le Directeur scientifique du Musée. Un secrétaire peut accompagner les travaux du comité ».

Art. 46. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Article 9.** – Le Directeur scientifique du Musée et le Directeur adjoint sont désignés en qualité d'ordonnateurs dans les limites budgétaires fixées à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 établissant le Règlement organique du Musée royal de Mariemont. ».

Art. 47. À l'article 12, alinéa 2, du même arrêté, les mots « Ce déclassement sera effectué sur décision motivée du Directeur du Musée » sont remplacés par les mots « Ce déclassement est décidé par le Directeur scientifique sur base d'un rapport motivé rédigé par le Directeur adjoint ».

Art. 48. À l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le budget est géré par les ordonnateurs. Sous l'autorité du Directeur scientifique, le Directeur adjoint est chargé de veiller au respect des règles régissant l'engagement des dépenses des services d'administration de l'Etat et tient à cette fin une comptabilité des engagements. » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « L'ordonnateur est autorisé » sont remplacés par les mots « Les ordonnateurs sont autorisés » et les mots « 9 février 1998 du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française » ;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « il est assimilé à un fonctionnaire de rang 15 » sont remplacés par les mots « le Directeur scientifique est assimilé à un Directeur général adjoint de rang 15 et le Directeur adjoint est assimilé à un Directeur de rang 12 ».

Art. 49. À l'article 17, § 1^{er}, du même arrêté, le mot « Directeur » est remplacé par les mots « Directeur scientifique ».

Art. 50. À l'article 23, premier tiret, du même arrêté, le mot « directeur » est remplacé par les mots « Directeur scientifique ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 51. À l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, le mot « Directeurs » est remplacé par les mots « Directeurs scientifiques ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 52. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 53. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 septembre 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/42233]

15 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse besluiten betreffende de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap en het Musée royal de Mariemont

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de personeelsleden van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het organiek reglement van het Musée royal de Mariemont;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Musée royal de Mariemont;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004 betreffende het administratief, budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Musée royal de Mariemont als instelling met afzonderlijk beheer;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 13 december 2021;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 31 maart 2022;

Gelet op de "gendertest" van 25 maart 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op Protocol nr. 557 van het onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 30 juni 2022;

Gelet op het verzoek om advies binnen 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 19 juli 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met hetgeen volgt:

"**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "ambtenaar-generaal" verstaan de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de algemene directie of de algemene administratie waaronder de wetenschappelijke instelling ressorteert."

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "leidend wetenschappelijk personeel" vervangen door "leidend personeel" en worden de woorden "directeur en een wetenschappelijk directeur" vervangen door "wetenschappelijk directeur en een adjunct-directeur";

2° in lid 3 worden de woorden "Het personeel" vervangen door "Het personeel, de adjunct-directeur en de";

3° in lid 4 worden de woorden "de directeur en de wetenschappelijk directeur" vervangen door de woorden "de wetenschappelijk directeur en de adjunct-directeur".

Art. 3. Artikel 6 van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"**Artikel 6.** - § 1. De wetenschappelijk directeur is verantwoordelijk voor het beheer van de instelling. In die hoedanigheid neemt hij, onder het gezag van de ambtenaar-generaal, het algemeen beheer van de instelling op zich. Hij coördineert de overheidsdiensttopdrachten die verband houden met de activiteiten van de instelling.

Onder het gezag van de directeur-generaal is hij tevens verantwoordelijk voor de wetenschappelijke leiding van de instelling. Hij coördineert de onderzoeksactiviteiten, het wetenschappelijke aspect van de aan deze activiteiten verbonden overheidsdiensttopdrachten en het wetenschappelijke aspect van de bewarings- en verspreidingsactiviteiten.

§ 2. De adjunct-directeur beheert, onder het gezag van de wetenschappelijk directeur, de middelen van de instelling en houdt toezicht op de organisatie van de werkzaamheden van de functionele diensten die met deze middelen zijn belast.

§ 3. Dit artikel is van toepassing overeenkomstig artikel 2 van de wet van 16 juli 1973 tot regeling van de bescherming van ideologische en filosofische tendensen.

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "De directeur en de wetenschappelijk directeur hebben zitting" vervangen door de woorden "De wetenschappelijk directeur heeft zitting";

2° paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"§ 2. De wetenschappelijk directeur zit de Raad voor. Onder de wetenschappelijke persoonlijkheden buiten de instelling kan een ondervoorzitter worden benoemd. De voorzitter benoemt uit het personeel van de instelling een secretaris;

3° in paragraaf 3 worden de woorden "het wetenschappelijk personeel dat de leiding heeft van de instelling" vervangen door de woorden "de wetenschappelijk directeur";

4° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden "en het voorzitterschap wordt waargenomen door de directeur van de inrichting" opgeheven;

5° paragraaf 4, vierde lid, wordt vervangen door de volgende tekst:

"Bij afwezigheid van de wetenschappelijk directeur wordt de Wetenschappelijke Raad voorgezeten door een daartoe door de ambtenaar-generaal aangewezen lid van het wetenschappelijk personeel van de instelling."

Art. 5. Artikel 8 van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"**Artikel 8.** - § 1. De Raad van de instelling is samengesteld uit het leidend personeel en de personeelsleden die belast zijn met de functionele diensten van de instelling. Hun mandaat is permanent.

§ 2. De voorzitter van de Raad is de wetenschappelijk directeur en de ondervoorzitter is de adjunct-directeur.

§ 3. De Raad ziet toe op de ontwikkeling van de instelling, waarborgt haar werking, stelt haar activiteitenprogramma's op en onderzoekt de verdeling van de nodige middelen.

Bij onenigheid tussen de leden worden de beslissingen genomen door de voorzitter of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter.”.

Art. 6. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “van de artikelen 14 en volgende van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1998 betreffende de financiering van het FNRS, de versterking van het universitair wetenschappelijk potentieel en de financiering van de collectieve programma’s voor fundamenteel onderzoek” vervangen door de woorden “van hoofdstuk II van het decreet van 17 juli betreffende de financiering van het onderzoek door het FNRS”;

2° in lid 2 worden de woorden “de directeur van de instelling” vervangen door de woorden “de wetenschappelijk directeur”;

3° in lid 3 worden de woorden “met de wetenschappelijk directeur van de instelling” vervangen door de woorden “met de adjunct-directeur”;

4° lid 4 wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap

Art. 8. In artikel 5 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “de algemene administratie of” ingevoegd tussen het woord “leidend” en de woorden “de algemene directie”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “van de directeur” vervangen door de woorden “van de ambtenaar-generaal”.

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan lid 3 wordt de volgende zin toegevoegd: “Het advies houdt, voor de beoordeling van de publicaties van onderzoekers en op straffe van nietigheid, rekening met de lijst die wordt gegenereerd uit het institutionele digitale archief van de betrokken ambtenaar, overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 3 mei 2018 tot instelling van een beleid van vrije toegang tot wetenschappelijke publicaties (open access).”;

2° in lid 4 worden de woorden “een proefschrift” vervangen door de woorden “een doctoraal proefschrift”.

Art. 10. In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste streepje worden de woorden “de algemene administratie of” ingevoegd tussen het woord “leidend” en de woorden “de algemene directie”;

2° het tweede streepje wordt vervangen door “De voorzitter van de Raad van Beroep benoemt een griffier-verslaggever onder de personeelsleden van de Algemene Administratie van Cultuur die geen lid zijn van het personeel van de wetenschappelijke instelling.”.

Art. 11. Aan artikel 13 van hetzelfde besluit wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt: “De examencommissie houdt voor de beoordeling van de publicaties van de onderzoekers en op straffe van nietigheid, rekening met de lijst die wordt gegenereerd uit het institutionele digitale archief van de betrokken ambtenaar, overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 3 mei 2018 tot instelling van een beleid van vrije toegang tot wetenschappelijke publicaties (open access).”

Art. 12. Aan artikel 14 van hetzelfde besluit wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt: “De examencommissie houdt voor de beoordeling van de publicaties van de onderzoekers en op straffe van nietigheid, rekening met de lijst die wordt gegenereerd uit het institutionele digitale archief van de betrokken ambtenaar, overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 3 mei 2018 tot instelling van een beleid van vrije toegang tot wetenschappelijke publicaties (open access).”

Art. 13. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

“HOOFDSTUK III. — *Leidende ambten*

Afdeling 1. — Hiërarchie

Artikel 17. - Tot de leidende ambten in een wetenschappelijke instelling behoren die van wetenschappelijk directeur en adjunct-directeur.

De wetenschappelijke instelling staat onder leiding van de wetenschappelijk directeur.

Onder het gezag van de wetenschappelijk directeur heeft de adjunct-directeur hiërarchisch gezag over het niet-wetenschappelijk personeel van de instelling.

Afdeling 2. — Het ambt van de wetenschappelijk directeur

Artikel 18. - Het ambt van wetenschappelijk directeur wordt toegekend door middel van een benoeming.

Om tot wetenschappelijk directeur te worden benoemd, moet een kandidaat die lid is van het wetenschappelijk personeel van een van de in artikel 1 bedoelde instellingen:

1° houder zijn van een diploma van doctor dat is verkregen na de openbare verdediging van een doctoraal proefschrift, of van een diploma van geaggregeerde van het hoger onderwijs of een bijzondere graad van doctor, of de in artikel 14, 1°, bedoelde motivering aan de examencommissie hebben verstrekt;

2° voldoen aan de bijzondere wetenschappelijke eisen die de Raad voorafgaand aan het in artikel 19, eerste lid, bedoelde advies heeft vastgesteld;

3° ten minste rang B in de wetenschappelijke loopbaan hebben bereikt.

Om tot wetenschappelijk directeur te worden benoemd, moet een kandidaat die geen lid is van het wetenschappelijk personeel van een van de in artikel 1 bedoelde instellingen:

1° houder zijn van een doctoraatsdiploma behaald na de openbare verdediging van een doctoraal proefschrift, of van een diploma van geaggregeerde van het hoger onderwijs of een bijzondere graad van doctor, in één van de vakken van de instelling;

2° voldoen aan de bijzondere wetenschappelijke eisen die de Raad voorafgaand aan het in artikel 19, eerste lid, bedoelde advies heeft vastgesteld;

3° voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 6, tweede lid, met uitzondering van de voorwaarden inzake diploma's en bekwaamheden;

4° een door de Raad voor het ambt toereikend geachte wetenschappelijke anciënniteit in de zin van artikel 4 hebben van ten minste twaalf jaar met volledige prestaties, waarvan zes jaar vanaf de datum van het in 1° bedoelde diploma.

Artikel 19. - Elke vacature voor het ambt van wetenschappelijk directeur wordt bekendgemaakt via een advies in het *Belgisch Staatsblad*.

De bekendmaking bevat de in de artikelen 7 en 18 genoemde gegevens en wordt door de bevoegde minister vastgesteld op basis van een met redenen omkleed voorstel van de Wetenschappelijke Raad.

De vacature wordt door de ambtenaar-generaal ter kennis gebracht van het wetenschappelijk personeel.

Kandidaturen moeten binnen 30 dagen na de datum van bekendmaking of kennisgeving van de vacature bij de ambtenaar-generaal worden ingediend.

Artikel 20. - De kandidaatstellingen worden voor advies voorgelegd aan de aanwervingsexamencommissie. Deze stelt een gedetailleerd verslag op, waarvan de conclusies ter kennis van elke kandidaat worden gebracht.

Het gedetailleerde verslag omvat :

1° de rangschikking van de kandidaten volgens hun kwalificaties, wetenschappelijke verdiensten en hun vaardigheid om te leiden en te organiseren;

2° de motivering van de rangschikking van elke kandidaat;

3° het verslag over de stemming en de motivering van de minderheidsstandpunten.

Elke kandidaat beschikt over tien dagen vanaf de ontvangst van de conclusies van het verslag om schriftelijke opmerkingen te geven aan de voorzitter van de aanwervingsexamencommissie.

Hij wordt op zijn verzoek door de aanwervingsexamencommissie gehoord.

Artikel 21. - De aanwervingsexamencommissie stelt een gedetailleerd eindverslag op. Dit verslag, dat het in artikel 20 bedoelde eerste verslag en de motivering van eventuele wijzigingen in dat eerste verslag bevat, alsmede de schriftelijke opmerkingen van de kandidaten of de notulen van hun verhoor, worden aan de ambtenaar-generaal toegezonden met het oog op de benoemingsvoorstellen die hij aan het gezag voorlegt dat belast is met de benoeming.

Afdeling 2. — De functie van adjunct-directeur

Artikel 22. - De functie van adjunct-directeur wordt vervuld door bevordering door verhoging van graad tot de graad van omkadering van rang 12 overeenkomstig het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Indien deze functie niet via de procedure van bevordering door verhoging van graad kan worden ingevuld, wordt de adjunct-directeur aangesteld via een arbeidsovereenkomst overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII^{re} sorteren, met uitzondering van artikel 5.

In de zin van dit besluit wordt onder "functionele dienst" als bedoeld in artikel 7, § 3, van voornoemd besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014, waaruit de leden van de selectiecommissie worden gekozen, verstaan de Algemene Administratie of de Algemene Directie waaronder de wetenschappelijke instelling ressorteert en de betrokken wetenschappelijke instelling alsmede de in dit besluit bedoelde organen.

Artikel 23. - Om te worden bevorderd of aangeworven tot adjunct-directeur moet de kandidaat die lid is van één van de wetenschappelijke instellingen bedoeld in artikel 1 :

1° houder zijn van een universitair diploma betreffende het beheer (licentiaat of master in economische wetenschappen, graad beheersingenieur of master in beheerswetenschappen of diploma van de 3de cyclus in beheer, of aan de selectiecommissie een bewijs van geldige ervaring op dit gebied hebben voorgelegd;

2° ten minste één jaar aangeworven zijn in een functie van rang 10 met beheersfinaliteit binnen de instelling;

3° ten minste drie jaar nuttige ervaring hebben in het beheer van een instelling in dezelfde activiteitensector als deze van de wetenschappelijke instelling waarvoor hij solliciteert.

Om te worden bevorderd of benoemd tot adjunct-directeur moet een kandidaat die geen lid is van een van de wetenschappelijke instellingen bedoeld in artikel 1 :

1° houder zijn van een universitair diploma betreffende het beheer (licenciaat of master in economische wetenschappen, Graad beheersingenieur of master in beheerswetenschappen of het diploma van de 3de cyclus in beheer), of aan de selectiecommissie een bewijs van geldige ervaring op dit gebied hebben voorgelegd;

2° blijk geven van kennis van de activiteitensector van de wetenschappelijke instelling waarvoor hij solliciteert;

3° ten minste drie jaar nuttige ervaring hebben in het administratief en financieel beheer van een instelling die actief is op cultureel of wetenschappelijk gebied.

Art. 14. In artikel 27, 3°, van hetzelfde besluit worden de woorden "directeur van de instelling" vervangen door de woorden "wetenschappelijk directeur van de instelling".

Art. 15. In artikel 29 van hetzelfde besluit wordt het woord "directeur" vervangen door de woorden "wetenschappelijk directeur".

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingsbepaling van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap.*

Art. 16. Artikel 17 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

"**Artikel 17.** - De schaal voor elk leidend ambt wordt vastgesteld als volgt :

- Wetenschappelijk directeur : 34.561,55 - 8 driejaarlijkse verhogingen van 2.452,35

- Adjunct-directeur: schaal 120/1 zoals bedoeld in het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het organiek reglement van het "Musée royal de Mariemont"*

Art. 17. In artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het organiek reglement van het "Musée royal de Mariemont" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de Algemene Directie" vervangen door de woorden "de Algemene Administratie";

2° in het derde lid worden na het woord "Cultuur" de woorden "en door "Administrateur-generaal" de leidend ambtenaar van de Algemene Administratie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap" ingevoegd.

Art. 18. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"**Artikel 5.** – De wetenschappelijk directeur leidt, onder het gezag van de Administrateur-generaal, het Musée royal de Mariemont". Hij zorgt voor de uitvoering van besluiten en reglementen alsook van beslissingen van de Minister. Hij houdt correspondentie met de openbare overheden en met de andere wetenschappelijke en culturele instellingen door bemiddeling van de Administrateur-generaal en vertegenwoordigt het museum in België en in het buitenland."

Art. 19. In hetzelfde besluit worden de artikelen 5/1 tot en met 5/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"**Artikel 5/1.** - Bij de uitoefening van zijn functie is de adjunct-directeur met name belast met :

1° de naleving van de wettelijke bepalingen die de werking van het Museum regelen;

2° de formalisatie en uitvoering van administratieve, juridische en budgettaire procedures die nodig zijn voor de organisatie van het museum;

3° het beheer van de personele en financiële middelen van het museum, alsook de infrastructuur, de faciliteiten en de technische uitrusting van het museum;

4° het toezicht op de organisatie van de bewaking en beveiliging.

Artikel 5/2. - De wetenschappelijk directeur en de adjunct-directeur zien erop toe dat zij elkaar te allen tijde raadplegen om een permanente uitwisseling van informatie en de goede werking van het museum te waarborgen.

Artikel 5/3. - § 1 . Om de vijf jaar stelt de wetenschappelijk directeur, na raadpleging van de Wetenschappelijke Raad, een strategisch plan voor het museum op, hierna "vijfjarenplan" genoemd.

Het vijfjarenplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister en ter overweging aan de minister van Wetenschappelijk Onderzoek.

Het bevat ten minste de volgende elementen

1° de institutionele doelstellingen van het museum ;

2° de positionering van het museum in het culturele, wetenschappelijke en toeristische landschap;

3° het communicatie- en promotiebeleid van het museum;

4° de gebieden van groei, behoud en ontwikkeling van de collecties van het museum;

5° de gebieden van onderzoek, verspreiding en opwaardering van de wetenschappelijke resultaten van het museum;

6° de aard en de impact van de meerjarige programmeringsactiviteiten van het museum;

7° de gebieden inzake culturele en artistieke opvoeding;

8° de gebieden inzake onthaal, sensibilisering en bemiddeling van het publiek van het museum.

De wetenschappelijk directeur voert het vijfjarenplan uit en zorgt voor de uitvoering ervan.

§ 2. In de loop van het derde jaar van uitvoering van het vijfjarenplan, en in ieder geval vóór 31 december, stelt de wetenschappelijk directeur een verslag op waarin hij de administrateur-generaal informeert over de voortgang van de activiteitenprogramma's van het museum en de gestelde doelen.

In de loop van het laatste jaar van uitvoering wordt het vijfjarenplan door de administrateur-generaal geëvalueerd op basis van een eindverslag van de wetenschappelijk directeur en het vereiste advies van de Wetenschappelijke Raad.

§ 3. Onder het gezag van de wetenschappelijk directeur past de adjunct-directeur, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de administratieve, juridische en budgettaire procedures toe die nodig zijn voor de uitvoering van het strategisch vijfjarenplan."

Art. 20. In artikel 6 van het besluit wordt het woord "directeur" vervangen door de woorden "wetenschappelijk directeur".

Art. 21. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “van de directeur-generaal” vervangen door “de administrateur-generaal” en worden de woorden “in overleg met de wetenschappelijk directeur, en” opgeheven;

2° in het tweede lid wordt het woord “Hij” vervangen door de woorden “De wetenschappelijk directeur”.

Art. 22. Artikel 8 van het besluit wordt vervangen als volgt:

“**Artikel 8.** - § 1. De wetenschappelijk directeur kan, in overleg met de adjunct-directeur, de beperkte verantwoordelijkheden die hij bepaalt aan een of meer personeelsleden van de instelling delegeren, met uitzondering van deze bedoeld in de artikelen 5/3, § 1, en 7 van dit besluit en in de geldende reglementen.

Bij afwezigheid van de wetenschappelijk directeur wordt de leiding van de instelling waargenomen door de adjunct-directeur. Tijdens deze afwezigheid is de adjunct-directeur verantwoordelijk voor het dagelijks beheer van het museum met dezelfde prerogatieven als de wetenschappelijk directeur.

§ 2. De adjunct-directeur van de instelling kan, onder het gezag van de wetenschappelijk directeur, de beperkte verantwoordelijkheden die hij bepaalt aan één delegeren aan één of meer niet-wetenschappelijke personeelsleden van de instelling delegeren.

Bij zijn afwezigheid worden de bevoegdheden bedoeld in artikel 5/1 uitgeoefend door de wetenschappelijk directeur.

§ 3. Bij gelijktijdige afwezigheid of verhindering van de wetenschappelijk directeur en de adjunct-directeur wordt de leiding van de instelling waargenomen door de administrateur-generaal of door het personeelslid dat hij/zij daartoe aanwijst.”.

Art. 23. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het woord “directeur” vervangen door de woorden “wetenschappelijk directeur, in overleg met de adjunct-directeur”.

Art. 24. In artikel 10, tweede zin, van hetzelfde besluit wordt het woord “directeur” vervangen door de woorden “adjunct-directeur”.

Art. 25. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “zowel de wetenschappelijk directeur als de directeur kunnen” vervangen door de woorden “de wetenschappelijk directeur kan”;

2° in het derde lid wordt het woord “directeur” vervangen door de woorden “wetenschappelijk directeur”;

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

“Deze toestemming wordt verleend na een met redenen omkleed verzoek van het betrokken wetenschappelijk personeelslid. Toestemmingen worden verleend in het belang van het museum”.

Art. 26. In artikel 12, eerste lid, in fine, van dezelfde besluit wordt het woord “directeur” vervangen door de woorden “wetenschappelijk directeur”.

Art. 27. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt “directeur” vervangen door de woorden “wetenschappelijk directeur”;

2° in het derde lid worden de woorden “en op zijn voorstel, kan de Directeur-generaal” vervangen door de woorden “of van de adjunct-directeur, in het kader van hun respectieve bevoegdheden, en op voorstel van de wetenschappelijk directeur, de administrateur-generaal”.

Art. 28. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden 1°, 2° en 3° vervangen als volgt :

“1° de wetenschappelijk directeur, als voorzitter ;

2° vijf wetenschappelijke persoonlijkheden die van buiten de instelling worden gekozen wegens hun bekwaamheid in de wetenschappelijke disciplines waartoe de collecties van het museum behoren »;

2° in het tweede lid worden de woorden “de dubbele voordracht van de Directeur en de Wetenschappelijk directeur of, bij hun afwezigheid, door de Directeur-generaal” vervangen door de woorden “de voordracht van de wetenschappelijk directeur of, bij zijn afwezigheid, door de administrateur-generaal”;

3° het tweede lid wordt aangevuld als volgt : “Zij worden gekozen uit de Franstalige universiteiten met derde cyclussen in de voor het Museum relevante disciplines, zodat zij representatief zijn voor de gehele universitaire gemeenschap.”.

Art. 29. Artikel 16 van het besluit wordt vervangen als volgt :

“**Artikel 16.** – Er wordt bij het Museum een Raad voor instelling ingesteld die, met toepassing van artikel 8 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het organiek reglement van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap, uit de volgende leden bestaat :

1° de wetenschappelijk directeur, als voorzitter ;

2° de adjunct-directeur, als vicevoorzitter;

3° de personeelsleden die belast zijn met de functionele diensten van het Museum.

De voorzitter wijst uit de niet-wetenschappelijke personeelsleden een secretaris aan.

De Raad komt ten minste viermaal per jaar bijeen, op uitnodiging van de voorzitter of, bij zijn afwezigheid, van de vicevoorzitter. Hij kan slechts geldig vergaderen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is.

De leden van de Raad zien toe op de ontwikkeling van de instelling, zorgen voor de goede werking ervan, valideren de activiteitenprogramma's en de verdeling van de nodige middelen, rekening houdend met de beleidslijnen en doelstellingen die in het in artikel 5/3 bedoelde vijfjarenplan zijn vastgesteld.

De Raad neemt akte van de collectief genomen beslissingen vast. Bij onenigheid wordt de beslissing genomen door de voorzitter of, bij zijn afwezigheid, door de vicevoorzitter.”.

Art. 30. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Artikel 18. - Binnen de perken van de kredieten toegekend aan het Museum en hun respectieve bevoegdheden worden de wetenschappelijk directeur en de adjunct-directeur ertoe gemachtigd om de uitgaven te ordonnanceren en overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten te gunnen en uit te voeren, overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap. Voor de toepassing van dit artikel worden de wetenschappelijk directeur en de adjunct-directeur respectievelijk gelijkgesteld met een adjunct-directeur-generaal en een directeur.

Bij afwezigheid van de wetenschappelijk directeur gedurende meer dan vijf werkdagen wordt de adjunct-directeur ertoe gemachtigd om, binnen dezelfde perken, dringende uitgaven te ordonnanceren voor een bedrag van hoogstens 6099 euro. Hij mag te allen tijd de facturen met een kleiner of gelijk bedrag van een visum voorzien.

Delegatie wordt ook verleend aan de wetenschappelijk directeur en de adjunct-directeur inzake het personeel, overeenkomstig hetzelfde besluit."

Art. 31. In artikel 19, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden "In zijn jaarverslag zal de Directeur" vervangen door de woorden "Het jaarlijks activiteitenverslag van het museum, gezamenlijk opgesteld door de wetenschappelijk directeur en de adjunct-directeur".

Art. 32. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Musée royal de Mariemont.*

Art. 33. Artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Musée royal de Mariemont wordt vervangen als volgt :

"Artikel 1. - § 1. De wetenschappelijk directeur van het Musée royal de Mariemont staat onder het gezag van de ambtenaar-generaal die aan het hoofd staat van de Algemene Administratie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna "de administrateur-generaal" genoemd.

Hij houdt correspondentie met de bevoegde Minister en met de andere Ministers via de Administrateur-generaal. Als conservator van het Domein kan hij evenwel, ingeval van noodzakelijkheid en in uitzonderlijke gevallen, zich direct richten tot de Ministers of ambtenaren-generaal die de andere delen van het domein beheren

§ 2. De adjunct-directeur van het Musée royal de Mariemont staat onder het gezag van de wetenschappelijk directeur."

Art. 34. Artikel 2 van het besluit wordt vervangen als volgt :

"Artikel 2. - De wetenschappelijk directeur mag niet afwezig zijn zonder toestemming van de Administrateur-generaal.

De adjunct-directeur mag niet afwezig zijn zonder toestemming van de wetenschappelijk directeur.

Art. 35. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 36. Artikel 4 van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 4. - Alle personeelsleden, ongeacht hun statuut, vallen onder het gezag van de wetenschappelijk directeur, met inbegrip van de adjunct-directeur.

De wetenschappelijk directeur kan sommige van hen onder het gezag van de adjunct-directeur of een eerste gegradueerde plaatsen, mits zij een lagere graad genieten. ».

Art. 37. In artikel 5, lid 1, van hetzelfde besluit, wordt het woord "directeur" vervangen door "wetenschappelijk directeur".

Art. 38. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 wordt het woord "directeur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

2° in lid 2, in fine, worden de woorden "van de directie" vervangen door de woorden "adjunct-directeur".

Art. 39. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden ", in overleg met de directeur," opgeheven;

2° in lid 2 worden de woorden "de directeur-generaal" vervangen door de woorden "de administrateur-generaal".

Art. 40. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het woord "directeur" vervangen door "adjunct-directeur".

Art. 41. Artikel 10 van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 10. - De dagen en uren waarop het museum voor het publiek geopend is, alsmede het bedrag van de eventueel bij de ingang te betalen rechten, worden op voorstel van de wetenschappelijk directeur door de bevoegde minister of zijn afgevaardigde vastgesteld.

De wetenschappelijk directeur kan het museum niet sluiten zonder toestemming van de administrateur-generaal of diens gemachtigde, behalve in geval van overmacht, inzonderheid wanneer er minder dan vier personeelsleden in de zalen en de ontvangstruimten aanwezig zijn. In dat geval stelt hij de minister onmiddellijk in kennis van zijn beslissing en van de omstandigheden die daaraan ten grondslag liggen. ».

Art. 42. In artikel 12, lid 1, van hetzelfde besluit wordt het woord "directeur" vervangen door "adjunct-directeur".

Art. 43. In artikel 13, lid 1 van hetzelfde besluit wordt het woord "directeur" vervangen door "adjunct-directeur".

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004 betreffende het administratief, budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Musée royal de Mariemont als instelling met afzonderlijk beheer*

Art. 44. In artikel 1 in fine van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004 betreffende het administratief, budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Musée royal de Mariemont als instelling met afzonderlijk beheer, wordt het woord "de ordonnateur" vervangen door "de wetenschappelijk directeur".

Art. 45. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, onder de woorden "met stemrecht", wordt het derde lid vervangen door de volgende tekst:

"3° van de leidend ambtenaar belast met de Algemene Administratie voor Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;" ;

2° paragraaf 3 wordt vervangen door de volgende tekst: "§ 3. Het voorzitterschap wordt waargenomen door de leidend ambtenaar van de Algemene Administratie voor Cultuur en het ondervoorzitterschap door de wetenschappelijk directeur van het Museum. Een secretaris kan de werkzaamheden van het Comité begeleiden.

Art. 46. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"**Artikel 9.** - De wetenschappelijk directeur van het Museum en de adjunct-directeur worden aangewezen als ordonnerende ambtenaren binnen de budgettaire perken bepaald in artikel 18 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het organiek reglement van het Musée royal de Mariemont.

Art. 47. In artikel 12, lid 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Deze declassering geschiedt op basis van een met redenen omklede beslissing van de directeur van het Museum" vervangen door de woorden "Tot deze declassering wordt besloten door de wetenschappelijk directeur op basis van een met redenen omkleed verslag van de adjunct-directeur".

Art. 48. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende tekst:

"§ 1. De begroting wordt beheerd door de ordonnerende ambtenaren. Onder het gezag van de wetenschappelijk directeur is de adjunct-directeur verantwoordelijk voor de naleving van de regels inzake de vastlegging van uitgaven door de overheidsdiensten en houdt hij daartoe een vastleggingsboekhouding bij.;"

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "De ordonnerende ambtenaar is gemachtigd" vervangen door de woorden "De ordonnerende ambtenaren zijn gemachtigd" en de woorden "9 februari 1998 van de regering van de Franse Gemeenschap houdende overdracht van bevoegdheid en handtekening aan de algemene ambtenaren en aan sommige andere personeelsleden van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "30 september 2020 houdende overdracht van bevoegdheid en handtekening aan de algemene ambtenaren en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap";

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "hij wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 15" vervangen door de woorden "de wetenschappelijk directeur wordt gelijkgesteld met een adjunct-directeur-generaal van rang 15 en de adjunct-directeur wordt gelijkgesteld met een directeur van rang 12".

Art. 49. In artikel 17, § 1 van hetzelfde besluit wordt het woord "directeur" vervangen door de woorden "wetenschappelijk directeur".

Art. 50. In artikel 23, eerste streepje, van hetzelfde besluit wordt het woord "directeur" vervangen door "wetenschappelijk directeur".

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap*

Art. 51. In artikel 11, § 1, derde lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, wordt het woord "Directeurs" vervangen door de woorden "Wetenschappelijke directeurs".

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 52. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de datum van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 53. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 september 2022.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap :

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en Toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2022/206961]

14. JULI 2022 — *Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 7. Februar 2019 zur Festlegung der Leistungsfächer der fachtheoretischen Kenntnisse*

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 30. August 2018 über die Prüfungen und die Bewertung in der Grundausbildung des Mittelstandes, Artikel 9 § 1 Absatz 1 Nummern 3 und 4, Absatz 3 Nummern 2 und 3, Artikel 26 § 1 Nummern 3 und 4 und Artikel 32 § 2 Nummern 2 und 3;